



Le Medef Deux-Sèvres a accueilli Gilles Schnepf, le président de Danone

samedi 20 novembre 2021, par [lpe](#)

Gilles Schnepf (à droite sur la photo) était à Niort ce jeudi 18 novembre, sur une invitation du MEDEF Deux-Sèvres. Le président du Conseil d'administration de Danone était le grand témoin de l'assemblée de l'organisation interprofessionnelle autour du thème "*agir ensemble pour une croissance responsable*".

Gilles Schnepf, qui a passé 30 ans de sa vie professionnelle chez Legrand, gravissant les échelons jusqu'à la présidence du conseil d'administration, est un membre actif du MEDEF. Membre du conseil exécutif, il a aussi dirigé la commission "transition écologique et économique".

Paul-François Arrighi, président du MEDEF Deux-Sèvres, à ses côtés lors de la visite de Safran à Niort, n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler le contexte de cette invitation : "*Nous avons convenu d'inviter Gilles à notre assemblée générale, il était alors à la tête du Groupe Legrand, acteur économique de poids en Nouvelle-Aquitaine, mais la crise sanitaire nous a contraints de reporter l'événement.*"

Or, au printemps 2021, suite à l'éviction d'Emmanuel Faber de la présidence du groupe Danone, sous la pression de fonds d'investissement actionnaires, Gilles Schnepf est passé de l'électricité avec Legrand, à l'agroalimentaire avec Danone... D'un leader mondial à un autre.

L'électricité, un domaine qu'il connaît parfaitement -il a même été président du principal syndicat, la FIEEC (Fédération des Industries Electriques, Electroniques et de Communication). L'agroalimentaire un peu moins, mais à ce niveau de responsabilités, le pilotage présente quelques similitudes.

Confronté à un marché mondial très concurrentiel et à quelques difficultés, Danone a entamé fin 2020 un plan d'actions baptisé "local first" visant notamment à rendre l'entreprise plus "agile" dans son organisation. Ce plan se traduit par la suppression de 1850 postes. Emmanuel Faber voulait également faire de ce géant mondial une entreprise à mission.

D'où notre question à Gilles Schnepf, venu témoigner de son expérience dans le domaine de la RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) : **comment conjuguer les attentes des actionnaires en termes de rentabilité et les exigences d'une croissance plus vertueuse, notamment au regard de l'environnement ?**

"L'aspect "responsable" d'une entreprise, c'est aujourd'hui une attente forte de la société mais ce sont des processus longs qu'il faut mettre en œuvre et il est nécessaire de s'y préparer, d'anticiper. Dans une entreprise, cette notion est aussi étroitement liée à son attractivité en termes d'emploi, vis à vis des jeunes générations, qui veulent donner du sens à leur carrière professionnelle. Ceci vaut quel que soit la taille de l'entreprise et son secteur d'activités.

La RSE devient une raison d'être sur les trois piliers du développement durable avec des programmations courtes à 2-3 ans en parallèle de plans à l'horizon 2030, 2050."

Nous n'avons pas manqué de demander à ce capitaine d'industrie son avis sur les annonces de certains élus, notamment du président de Région Alain Rousset de vouloir tout mettre en œuvre pour **relocaliser la production de composants électroniques en France**. Voici sa réponse : "*Entre les annonces*

politiques et la réalité il y a parfois un espace. Ce genre de production nécessite des investissements très lourds, difficilement réaliste pour faire face dans un temps raisonnable à la pénurie actuelle de semi-conducteurs !"

CR